





ÉDITO

Ce troisième exercice de prospective, mené dans le cadre du groupe Prospective des métiers et qualifications (PMQ) au cours des années 2008-2014, s'est attaché à examiner les perspectives d'évolution des ressources en main-d'œuvre et de l'emploi par métier à l'horizon 2022. Il permettra tout à la fois de nourrir les travaux de programmation des formations, d'éclairer les choix individuels, de permettre une meilleure anticipation des mutations économiques et de fournir des informations susceptibles d'améliorer la fluidité du marché du travail. La publication de ces résultats constitue une responsabilité importante vis-à-vis de tous les utilisateurs potentiels.

L'exercice s'est déroulé dans un contexte macroéconomique dominé par les conséquences d'une crise économique et financière d'une ampleur exceptionnelle, et sur le plan démographique par l'accélération des sorties de la vie active des générations issues du baby-boom.

Les nombreux départs en fin de carrière dans les prochaines années peuvent être anticipés avec un niveau d'incertitude relativement réduit, dans la mesure où les projections s'appuient sur les pyramides des âges propres à chaque métier. En revanche, compte tenu des incertitudes qui entourent les révisions de retour à la croissance et les évolutions technologiques, les projections d'emplois sont plus fragiles.

Pour tenir compte de la forte incertitude entourant la conjoncture des prochaines années, cet exercice de prospective des métiers est décliné selon trois scénarios macroéconomiques: un scénario central correspondant à une sortie de crise progressive, contrainte par l'ajustement des finances publiques, un scénario « de crise » envisageant une dégradation tendancielle de la compétitivité, et un scénario « cible » de rebond de l'économie française.

Au-delà de l'analyse des effets différenciés de ces trois scénarios macroéconomiques, les travaux ont permis d'identifier plusieurs tendances structurelles qui gouvernent les évolutions en cours et à venir : tertiarisation, féminisation de l'emploi et polarisation de l'emploi vers les deux extrémités de l'échelle des qualifications, au détriment des métiers intermédiaires.

Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France Stratégie

Françoise Bouygard, directrice de la DARES

Les auteurs tiennent à remercier Jean-François Colin, président du comité d'orientation et George Asseraf, président de la CNCP et ancien président du comité d'orientation PMQ : c'est sous sa présidence que l'essentiel de l'exercice a été mené.



Dans un contexte conjoncturel particulièrement incertain, les projections d'emplois sont fragiles. L'exercice prospectif Les métiers en 2022 est ainsi décliné selon trois scénarios macroéconomiques pour les prochaines années : un scénario central correspondant à une sortie progressive de la crise, contrainte par l'ajustement des finances publiques, un scénario « de crise » envisageant une dégradation tendancielle de la compétitivité, et un scénario « cible » de rebond de l'économie française. Ces scénarios soulignent l'importance des politiques publiques et des stratégies des acteurs économiques pour favoriser l'appariement sur le marché du travail en termes de main-d'œuvre, de qualifications et de compétences.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

ENTRE 735 000 ET 830 000 POSTES À POURVOIR PAR AN ENTRE 2012 ET 2022

JEUNES: DES PERSPECTIVES FAVORABLES

Les perspectives d'emploi devraient être plus favorables aux jeunes débutants par rapport aux autres catégories d'actifs, en raison de la part significative des jeunes diplômés dans les métiers les plus dynamiques (informatique, communication, information, arts et spectacles, hôtellerie-restauration, etc.).

ACTION:

Lutter contre le décrochage scolaire et développer l'apprentissage dans les filières où il est encore peu présent. Les perspectives d'emploi seraient notamment favorables aux jeunes diplômés du supérieur long, étant donné le dynamisme des professions les plus qualifiées.

Néanmoins, le risque accru de concurrence entre diplômes pourrait entraîner des phénomènes de déclassement en chaîne (en particulier dans le scénario de crise) et une exclusion du marché du travail pour les jeunes les moins diplômés.

Par exemple, il pourrait être envisagé de mettre en œuvre un droit à la formation différée pour les publics les plus en difficulté (à travers un compte personnel d'activité), de développer l'apprentissage et l'alternance dans les métiers où ils sont encore peu présents (métiers d'aide et de soins à la personne, gardiennage, conducteur de véhicules, etc.).

SENIORS : DES PERSPECTIVES CONTRASTÉES POUR L'EMPLOI SELON LES MÉTIERS

Les projections d'emploi seraient plutôt défavorables aux métiers au sein desquels les seniors sont actuellement les plus nombreux. Les enjeux seront spécifiques selon les métiers.

ACTION:
Favoriser le maintien
et le retour dans
l'emploi des seniors

L'amélioration de la qualité de l'emploi et la diversification des parcours professionnels pourraient particulièrement viser les métiers d'aide et de soins à la personne.

Les reconversions professionnelles concerneraient plus spécifiquement les salariés en milieu ou fin de carrière dans des métiers fragilisés (ouvriers par exemple). Un accès renforcé à la formation continue est nécessaire, notamment dans les métiers où les transformations technologiques ou organisationnelles sont rapides.

Une réflexion pourrait être engagée sur l'élargissement du recrutement aux seniors dans des métiers où leur place est encore ténue (vendeurs, employés de l'hôtellerie-restauration, etc.).

Enfin, la prévention de « l'usure au travail » mériterait une attention accrue dans les métiers pénibles et présentant des risques pour la santé.

Les outils existants (contrat de génération, accords de maintien dans l'emploi, etc.) devront être mobilisés. L'accompagnement des entreprises pour faire évoluer leurs pratiques de gestion de la main-d'œuvre est également prioritaire afin de favoriser les comportements moins sélectifs et de réduire la segmentation du marché du travail selon l'âge.

LA PART DES FEMMES DANS L'EMPLOI CONTINUERAIT DE S'ACCROÎTRE, GRÂCE À LA FÉMINISATION DES MÉTIERS LES PLUS QUALIFIÉS

Les femmes formeraient 49,1 % de la population en emploi en 2022, contre 47,7 % en 2012, en progression ininterrompue depuis 1975. Cette progression résulterait de l'accroissement de leur part dans les métiers les plus qualifiés. Selon les projections, les créations d'emplois dans les métiers d'aide et de soins à la personne, très féminisés, devraient toujours être très dynamiques à l'horizon 2022.

Toutefois, la mixité professionnelle resterait faible pour les emplois moins qualifiés.

TERRITOIRES : UN RISQUE DE RÉPARTITION INÉGALE DE L'EMPLOI

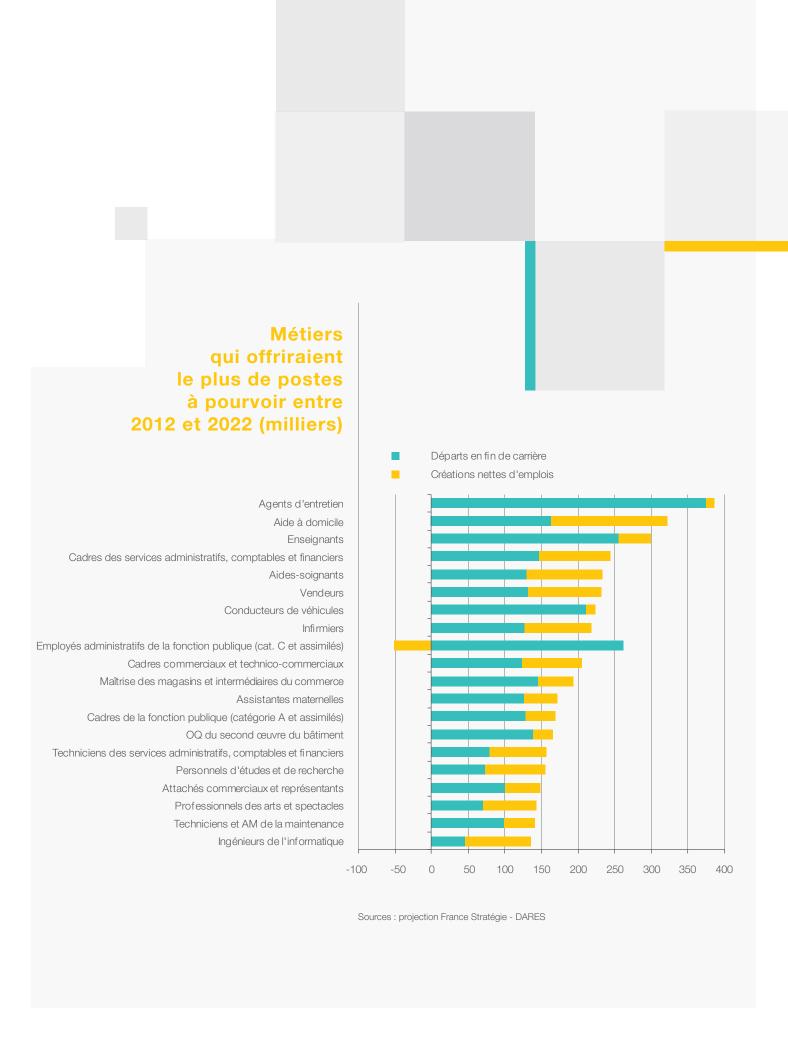
La fragilité des espaces ruraux, des petites villes et des villes moyennes pourrait être renforcée au regard des évolutions d'emploi projetées. En effet, les « métiers fragiles » au niveau national (métiers agricoles, ouvriers industriels, certains employés administratifs) sont davantage situés en dehors des grandes aires urbaines, les métiers à fort potentiel de création d'emplois sont plus souvent présents dans les métropoles. Si les jeunes, les cadres et les salariés de la fonction publique changent davantage de région, les seniors, les ouvriers industriels et les employés peu qualifiés ont une mobilité géographique plus faible.

ACTION:

Favoriser le renforcement de la mixité dans les filières de formation et dans les emplois et valoriser l'accès des femmes à certains métiers aujourd'hui occupés majoritairement par des hommes et inversement, pour élargir les perspectives d'emploi pour les actifs et les viviers de recrutement pour les entreprises.

ACTION:

Opter pour une économie dynamique portée par les métropoles et mettre en œuvre des mécanismes de diffusion de la croissance sur l'ensemble du territoire.



TROIS GRANDES TENDANCES GÉNÉRALES POUR L'EMPLOI À L'HORIZON 2022

1 - UNE TERTIARISATION DES EMPLOIS

Les métiers du commerce et des services devraient continuer à se développer, avec notamment de fortes créations d'emplois dans les professions de santé (à l'exception des médecins) et de services à la personne. On observe également un développement du secteur des services à l'industrie, particulièrement dynamique.

La réallocation sectorielle des emplois pose la question de l'accompagnement des reconversions professionnelles et, sur le plan territorial, des restructurations économiques. L'adaptation de l'appareil de formation professionnelle est également un enjeu majeur : favoriser l'acquisition de compétences transversales mobilisables dans différents métiers et secteurs d'activité est indispensable.

2 - UNE HAUSSE DE LA QUALIFICATION DES MÉTIERS

Une forte progression de l'emploi dans les métiers très qualifiés (principalement les métiers de cadres et les professions intermédiaires) est en phase avec la hausse du niveau d'éducation de la population active.

3 - UNE RELATIVE POLARISATION VERS LES EMPLOIS QUALIFIÉS

Cette hausse de la qualification, la diminution du poids relatif des ouvriers et des employés qualifiés et la croissance des professions peu qualifiées génèrent, de fait, une relative polarisation des métiers.

En effet, les créations d'emplois dans les métiers d'aide à la personne et de services (employés de l'hôtellerie-restauration, agents de gardiennage et de sécurité) compensent les destructions d'emplois d'ouvriers peu qualifiés.

Agir sur les mobilités professionnelles, améliorer la qualité de l'emploi et favoriser une meilleure cohérence entre l'offre de formation et l'éventail des emplois existants seront déterminants si l'on souhaite assurer une bonne fluidité du marché du travail et éviter des tensions sur les recrutements.

Au final, entre 735 000 et 830 000 postes à pourvoir par an entre 2012 et 2022. 80 % des postes à pourvoir correspondraient à des départs en fin de carrière (soit environ 620 000 par an en moyenne). Selon les différents scénarios entre 115 000 et 212 000 emplois seraient créés par an en moyenne.

FOCUS PAR DOMAINE PROFESSIONNEL

Tous les chiffres présentés sur cette page sont basés sur le scénario central. Période 2012-2022.



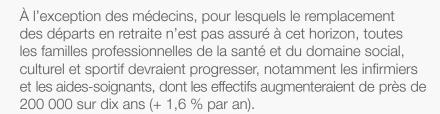
SANTÉ, ACTION SOCIALE, CULTURELLE ET SPORTIVE



Créations d'emplois d'ici 2022 : + 303 000

Départs en fin de carrière : près de 549 000 personnes

Postes à pourvoir : + de 850 000 Perspectives d'emploi : très favorables









COMMERCE

2,8 millions de personnes employées dans ce secteur en 2010-2012

Créations d'emplois d'ici 2022 : + 276 000 Départs en fin de carrière : 551 000 personnes

Postes à pourvoir : **827 000** Perspectives d'emploi : **très favorables**

La hausse du nombre d'emploi dans le domaine ne devrait pas concerner les caissiers et employés de libre-service mais serait sensible chez les vendeurs, les attachés commerciaux et, plus encore, chez les cadres.









Métiers de services aux particuliers et aux collectivités



Plus de 3 millions de personnes employées dans ce secteur en 2010-2012

Créations d'emplois d'ici 2022 : + 313 000

Départs en fin de carrière : **866 000** Postes à pourvoir : **1 200 000**

Perspectives d'emploi : très favorables

Peu sensible pour les nouveaux employés de maison ou les agents d'entretien, la création de postes concernerait en premier lieu les métiers d'aide à domicile (+ 159 000, soit + 2,6 % par an), ainsi que les coiffeurs et esthéticiens (+ 47 000, soit + 1,9 % par an).





Hôtellerie, restauration, alimentation

Plus de 1,2 million de personnes employées dans ce secteur en 2010-2012

Évolution envisagée d'ici 2022 : + 150 000 (+1,2 % en moyenne par an)

Départs en fin de carrière : 225 000 personnes Postes à pourvoir : 375 000

Perspectives d'emploi : **favorables**

À l'exception des patrons ou cadres, et dans une moindre mesure des bouchers, charcutiers et boulangers, les personnes exerçant un métier de l'hôtellerie, de la restauration ou de l'alimentation sont plutôt jeunes et devraient être proportionnellement moins concernées par les départs en fin de carrière.







Informatique



Plus de 560 000 personnes employées

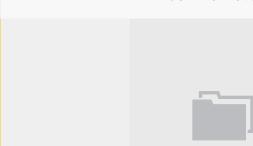
dans ce secteur en 2012

Évolution envisagée d'ici 2022 : + 1,8% par an Départs en fin de carrière : 81 000 personnes

Postes à pourvoir : 191 000

Perspectives d'emploi : favorables

Les techniciens et surtout les ingénieurs de l'informatique devraient continuer à bénéficier de perspectives d'emploi favorables (respectivement + 1,1 % et + 2,3 % de créations nettes par an). A contrario, l'emploi des employés et opérateurs de l'informatique devrait rester stable.



Gestion, administrations des entreprises

Plus de 2,5 millions de personnes employées dans ce secteur en 2012 Évolution envisagée d'ici 2022 : + 0,8% par an

Départs en fin de carrière : **614 000 personnes**Postes à pourvoir : **823 000**Perspectives d'emploi : **favorables**

Compte tenu de besoins toujours croissants en fonction d'expertise, les techniciens et cadres des services administratifs, comptables et financiers bénéficieraient de perspectives d'emploi très favorables à l'horizon 2022 (respectivement 1,9 % et 1,4 % de créations nettes par an). En revanche, l'emploi continuerait de se replier pour les secrétaires.





Le rapport identifie quelques métiers qui sont eux plus fragiles, voire en déclin. Pour les agriculteurs, les secrétaires, les ouvriers peu qualifiés de la mécanique, les ouvriers peu qualifiés des industries de process, les employés administratifs de la fonction publique de catégorie C, les évolutions structurelles anticipées par les projections de Métiers 2015 sont confirmées. On constate pour ces métiers que les créations de postes se font vers les métiers les plus qualifiés au détriment des moins qualifiés.

Téléchargez le rapport *LES MÉTIERS EN 2022*Rapport du groupe Prospective des métiers et qualifications sur strategie.gouv.fr (rubrique publications)



www.strategie.gouv.fr



CommissariatStrategieProspective



@Strategie_Gouv



Vidéo de présentation du rapport



Téléchargement du rapport Contacts presse:

Jean-Michel Roullé, responsable du service Édition-Communication jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr 01 42 75 61 37 - 06 46 55 38 38

Joris Aubrespin, chargé des relations presse Joris.aubrespin@strategie.gouv.fr 01 42 75 60 27 - 06 20 78 57 18





France Stratégie est un organisme de concertation et de réflexion. Son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.